

NEWSLETTER 1-2018

à tous les membres des sections / *an alle Sektionsmitglieder*

Table des matières / *Inhaltsverzeichnis*

		Page
1.	Année viticole 2017 – Extraits du rapport de l'Office fédéral de l'agriculture	1
2.	Nouveau projet de réforme d'Agroscope	4
3.	Assemblée des délégués de la FSV	5
4.	SwissSkills 2018 – Extraits d'un communiqué de presse de l'OrTra AgriAliForm	7
5.	Réserve climatique	8
6.	Contingent d'importation des vins	8
7.	Dégâts dus au gel de 2017	9
8.	Plateforme Barto	9
9.	VITISWISS	10
9.1	Contributions pour la réduction des produits phytosanitaires	10
9.2	Document "Herbicides et entretien du sol"	10
9.3	Références vitivinicoles	10
10.	OIV 2019	10
1.	<i>Weinjahr 2018 – Auszüge aus dem Bericht des Bundesamtes für Landwirtschaft</i>	<i>13</i>
2.	<i>Neues Reformprojekt von Agroscope</i>	<i>15</i>
3.	<i>Delegiertenversammlung des SWBV</i>	<i>16</i>
4.	<i>SwissSkills 2018 – Auszüge einer Pressemitteilung der Oda AgriAliForm</i>	<i>18</i>
5.	<i>Klimareserve</i>	<i>19</i>
6.	<i>Importkontingent für Weine</i>	<i>19</i>
7.	<i>Frostschäden 2017</i>	<i>20</i>
8.	<i>Plattform Barto</i>	<i>20</i>
9.	<i>VITISWISS</i>	<i>21</i>
9.1	<i>Beiträge für die Reduktion von Pflanzenschutzmitteln</i>	<i>21</i>
9.2	<i>Dokument "Herbizide und Bodenpflege"</i>	<i>21</i>
9.3	<i>Referenzen im Reb- und Weinbau</i>	<i>21</i>
9.4	<i>OIV 2019</i>	<i>21</i>

* * * * *

1. Année viticole 2017 – Extraits du rapport de l'Office fédéral de l'agriculture

Surface viticole

En 2017, le vignoble suisse occupait 14'748 hectares. Cette surface a légèrement diminué par rapport à 2016 (-32 ha; -0,2 %). La surface plantée en cépages blancs présente une superficie d'environ 6'323 hectares (+ 20 ha), celle en cépages rouges 8'425 hectares (-52 ha). Les cépages blancs ont représenté en 2017, comme en 2016, 43 % de la surface totale, et les cépages rouges 57 %.

Le plus grand canton viticole de Suisse, celui du Valais (4'842 ha; -33 ha par rapport à l'année précédente), est également celui où les cépages rouges y sont le plus fortement implantés. Quant aux cépages blancs, c'est dans le canton de Vaud, qui est également le deuxième canton viticole de Suisse avec 3'775 hectares (+1 ha), qu'ils se taillent la plus grande part du vignoble. Il est suivi du canton de Genève (1'413 ha; +4 ha) et du canton du Tessin (1'093 ha; -3 ha). En Suisse alémanique, c'est le canton de Zurich qui arrive en tête avec 607 hectares (-1 ha), devançant le canton de Schaffhouse avec 481 hectares (-2 ha) et celui des Grisons (avec le Val Mesolcina) (450 ha; +1 ha).

Le recul que connaissent depuis plusieurs années les trois cépages les plus cultivés en Suisse s'est poursuivi en 2017. La surface plantée en Pinot noir – le cépage le plus répandu dans notre pays – a diminué de 69 hectares en 2017 pour s'établir à 4'071 hectares. Les terres plantées en Chasselas ont également baissé de 55 hectares par rapport à 2016; leur surface totale s'élève désormais à 3'734 hectares. La superficie cultivée en Gamay, qui est le troisième cépage de Suisse, a également perdu 30 hectares, totalisant 1'277 hectares.

D'autres cépages connaissent en revanche une progression. Il s'agit notamment de cépages blancs comme le Sauvignon blanc (+24 ha), le Savagnin blanc (+18 ha), la Petite Arvine (+11 ha) et le Chardonnay (+11 ha), ainsi que du Merlot (+14 ha), un cépage rouge.

Récolte

La vendange 2017, d'un volume de 79 millions de litres, se situe nettement au-dessous du niveau de l'année précédente (-28,5 millions de litres, soit -26 %). C'est un minimum jamais atteint depuis 1978, où elle s'était chiffrée à environ 78 millions de litres. Les conditions météorologiques extrêmes se sont fortement répercutées sur la vendange. C'est ainsi que la récolte 2017 ne représente que 72 % de celle de l'année précédente en Suisse romande (-24,7 millions de litres), 81 % en Suisse alémanique (-2,4 millions de litres) et 77 % en Suisse italienne (-1,4 million de litres).

En raison des mois d'été pluvieux en 2016, la floraison de la vigne en 2017 a été moins importante, ce qui a réduit la production de baies. Les fortes gelées nocturnes en avril ont ensuite causé d'importants dégâts dans beaucoup de vignobles. Enfin, l'été sec et chaud – le troisième le plus chaud depuis le début des relevés après 2003 et 2015 – ainsi que des averses de grêle au mois d'août ont fait diminuer encore la production. Un stress hydrique modéré a entraîné la déshydratation des baies, mais elle a aussi favorisé une vendange précoce et de bonne qualité, avec une forte teneur naturelle en sucre. Les teneurs moyennes en sucre du moût (exprimées ou converties en degrés Brix) se situaient ainsi pour la plupart au-dessus de la moyenne pluriannuelle.

Importations et exportations

En 2017, il a été importé quelque 186 millions de litres de vins, de vins mousseux, de vins doux, de vins de liqueur, de mistelles et de moût de raisin, ce qui représente 1,4 million de litres de plus que l'année précédente (+0,7 %). Sur le volume, quelque 159 millions de litres ont été importés dans le contingent fixé (170 millions de litres), qui – à l'instar des années précédentes – n'a donc pas été épuisé en 2017.

Les importations de vins blancs ont augmenté de 632'100 litres (+1,6 %) pour s'établir à environ 40 millions de litres. Cette progression est due principalement aux importants de vin blanc en bouteilles, en hausse de 783'600 litres (+3,9 %), alors que les importations de vin blanc en vrac (y compris les vins industriels) ont reflué de 151'500 litres (-0,8 %).

Une hausse est également observée pour les importants de vins rouges (+ 527'500 litres; +0,4 %), qui ont totalisé 123 millions de litres. On relève également une augmentation des importations de vins mousseux, qui se sont chiffrées à 19,5 millions de litres (+355'000 litres; +1,9 %). Les importations de vins doux, de spécialités et de mistelles ainsi que de moût ont par contre reculé en 2017. La tendance baissière des années précédentes s'est poursuivie pour les vins industriels, dont les quantités ont baissé de 2,4 millions de litres depuis 2014, pour se situer à quelque 4 millions de litres (-36,7 %).

Comme par le passé, l'Italie figure en tête des pays d'où proviennent les vins importés, avec 77,2 millions de litres (+4,8 % par rapport à 2016), suivie de la France, avec 39,4 millions de litres (+2 %), et de l'Espagne, avec 30,7 millions de litres (-2,9 %). Les importations de vins portugais sont restées stables (quelque 10,6 millions de litres). Le plus fort recul concerne les importations des vins des Etats-Unis (3,9 millions de litres au total, soit une baisse de 1,2 million de litres ; -23,8 %).

Relativement modestes par rapport aux importations, les exportations ont augmenté pour la première fois depuis 2014, puisqu'elles ont progressé de 164'700 litres pour s'établir à près de 1,4 million de litres (+13,4 %), un volume qui inclut toutefois aussi les vins étrangers réexportés.

Stocks de vins

Les stocks de vins blancs, de vins rouges, de vins mousseux et des vins classés dans la catégorie des autres vins sont passés de 221,3 millions de litres, en 2016, à 214,6 millions de litres, en 2017 (-6,7 millions de litres ; -3 %). Ils étaient constitués, au 31 décembre 2017, de 141 millions de litres de vins suisses d'appellations d'origine contrôlées (-4 %), de quelque 12 millions de litres de vins de pays suisses (-14,0 %), d'un peu plus de 5 millions de litres de vins de table indigènes et de vins sans indication de provenance (-4,5 %) et de près de 56 millions de litres de vins étrangers (+2,5 %).

On constate un recul des réserves de vins blancs suisses, qui se sont chiffrées l'an dernier à 68,9 millions de litres (-2,6 millions de litres; -3,7 %). Il en va de même des stocks de vins rouges suisses (y compris les rosés), qui s'élevaient à 82,7 millions de litres au 31 décembre 2017 (-5,0 millions de litres; -5,8 %). Ce recul n'est pas surprenant au vu du faible volume de la vendange 2017. Dans les vins étrangers (y compris les vins sans provenance), la tendance est au contraire à l'accroissement des stocks, tant pour les blancs que pour les rouges (+1,2 % et +2,5 % respectivement).

Consommation de vin

Conformément à la tendance des années précédentes, la consommation totale de vins suisses et étrangers, qui tient compte des vins industriels ainsi que des vins exportés, a poursuivi sa baisse en 2017. Il ressort des statistiques qu'il a été consommé 249 millions de litres. La consommation totale a diminué d'environ 4 millions de litres par rapport à 2016 (-1,6 %).

La consommation de vins suisses a reculé de 2,2 millions de litres pour totaliser un peu moins de 87 millions de litres (-2,5 %). La consommation de vins étrangers était également orientée à la baisse, avec un reflux d'un peu plus de 1,8 millions de litres, à près de 163 millions de litres (-1,1 %). La part de marché du vin suisse est restée stable autour de 35 %.

La baisse de la consommation s'explique principalement par les faibles quantités vendangées de 2013 à 2015. Avec 79 millions de litres, la vendange 2017 est la plus basse depuis 40 ans et la quatrième en l'espace de cinq ans qui ne couvre pas la consommation moyenne annuelle de

vins suisses, laquelle s'établit à environ 100 millions de litres sur une période de dix ans. Il ne faut donc pas tabler sur une reprise de la consommation l'année prochaine non plus.

La consommation de vins blancs a augmenté globalement en 2017 (+0,6 %). La hausse la plus importante a été relevée pour les vins blancs suisses, dont la consommation s'est accrue de 338'800 litres pour s'établir à 42,8 millions de litres (+0,8 %). La consommation de vins blancs étrangers s'est accrue de 126'200 litres (+0,3 %) pour se situer à 39,9 millions de litres.

Comme l'année précédente, la consommation de vins rouges étrangers a régressé en 2017 (-1,6 % à 122,6 millions de litres). La consommation de vins rouges suisses a poursuivi quant à elle son repli (-5,5 % à 44,0 millions de litres). La demande non couverte de vins suisses n'a ainsi pas été compensée par des vins importés.

Les vins mousseux continuent à avoir le vent en poupe : leur consommation a augmenté de 3,2 % pour s'établir à 19,3 millions de litres, atteignant ainsi un nouveau record.

2 Nouveau projet de réforme d'Agroscope

En date du 9 mars 2018, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a diffusé le communiqué de presse suivant concernant le nouveau projet de réforme d'Agroscope :

"Le Conseil fédéral a été informé lors de sa séance du 9 mars 2018 de l'état des travaux préparatoires qu'il a commandités pour renforcer la contribution scientifique d'Agroscope et pour rationaliser son fonctionnement et ses prestations de service. L'objectif est d'achever une transformation qui se poursuit depuis plus de dix ans et de permettre à l'institut de se concentrer sur sa mission de centre de recherches agricoles spécialisé. Ce projet fait partie d'une série de réformes structurelles mises à l'étude par le Conseil fédéral afin d'améliorer l'efficacité de l'administration fédérale et de ménager ses ressources financières. Le Conseil fédéral prendra sa décision au cours de l'été 2018.

L'agriculture suisse est confrontée à des évolutions économiques et environnementales qui ne peuvent être maîtrisées que sur la base d'une recherche scientifique professionnelle. Une révision du portefeuille de recherches et de services d'Agroscope doit permettre de déterminer quelles sont les prestations qui peuvent être fournies par des tiers et lesquelles doivent devenir ses priorités. Il est aussi prévu de renforcer la collaboration internationale afin d'améliorer les échanges scientifiques et de permettre une mise à niveau régulière.

Les frais d'exploitation d'Agroscope s'élèvent aujourd'hui à 40 % de son budget. Ils doivent être réduits au profit d'un renforcement de la recherche au bénéfice de tiers et de l'administration fédérale, ainsi qu'en soutien aux autorités d'exécution. Afin d'atteindre cet objectif et de renforcer la culture institutionnelle commune, une concentration géographique est envisagée sur le site de Posieux, avec des installations satellites.

Le but est d'économiser environ 20 % du budget d'Agroscope. Ces économies doivent pour l'essentiel se faire dans l'exploitation, ce qui impliquera aussi des suppressions de places de travail. Les fluctuations naturelles du personnel, ainsi que la longue période de mise en œuvre prévue sur dix ans et les nouvelles activités qui seront rendues possibles grâce aux ressources additionnelles en provenance de tiers, doivent rendre cette réforme socialement supportable. Il est prévu d'engager les investissements nécessaires pour doter Agroscope de facilités de recherche modernes et adaptées à sa mission.

Agroscope est l'institut de recherches agricoles de la Confédération. Depuis sa fondation au XIXe siècle, il a connu de nombreuses adaptations et restructurations. Au cours des dix ans écoulés, les sept instituts indépendants ont été regroupés en trois entités, puis réunis sous un seul toit en 2014. Ces efforts ont permis d'éliminer un étage hiérarchique et de simplifier la conduite de l'institut. Certaines installations ont été externalisées. Le nombre de sites majeurs, répartis sur tout le territoire du pays, est cependant resté inchangé, ce qui nuit à son efficacité.

Lors de sa séance spéciale du 8 novembre 2017 consacrée aux réformes structurelles, le Conseil fédéral a chargé le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche de lui soumettre un nouveau projet de réforme d'Agroscope. Il fait partie d'un catalogue de plus de 100 mandats d'examen décidés par le Conseil fédéral à cette occasion. Dans ce contexte, le département a l'intention de positionner Agroscope comme un institut de recherche, d'innovation et de service interdisciplinaire, flexible et performant dans le domaine de l'agriculture et de l'agroalimentaire et de garantir ainsi son avenir."

Cette nouvelle réforme annoncée d'Agroscope soulève de vives inquiétudes non seulement au sein de la branche vitivinicole, mais également dans les cantons en ce qui concerne l'éventuelle disparition de sites actuels d'Agroscope. La FSV et l'IVVS suivent l'évolution de ce dossier.

Au niveau du Parlement fédéral, les interpellations et motions suivantes ont été déposées au Conseil national :

- I 18.3223 de Viola Amherd "Pourquoi s'acharne-t-on sur Agroscope ?"
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20183223>
- I 18.3156 de Jacques Bourgeois "Recherche agronomique à préserver"
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20183156>
- I 18.3319 de Maya Graf "Pas de coupe rase chez Agroscope"
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20183319>
- I 18.3232 de Barbara Gysi "Le nouveau démantèlement d'Agroscope compromet l'offre et inquiète le personnel"
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20183232>
- I 18.3375 de Brigitte Häberli-Koller "Centralisation annoncée d'Agroscope"
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20183375>
- I 18.3321 von Beat Jans "Interruption immédiate de la restructuration d'Agroscope, qui ne repose sur aucune stratégie"
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20183321>
- I 18.3165 de Werner Salzmann "Institut de recherche Agroscope. Restructuration et centralisation à Posieux"
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20183165>
- M 18.3182 de Jacques Nicolet "Stop aux restructurations à la hache d'Agroscope"
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20183182>
- M 18.3184 de Pierre-André Page "Projets du Conseil fédéral pour la réorganisation d'Agroscope"
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20183184>.

3. Assemblée des délégués de la FSV

Les délégués de la FSV se sont réunis le 20 avril 2018 à Neuchâtel pour tenir leur assemblée annuelle. Ils ont adopté à l'unanimité les comptes de l'exercice 2017 se soldant par un bénéfice de CHF 886.40. Ils ont également approuvé à l'unanimité le budget pour 2018 qui prévoit le statu quo en matière de cotisations de base et à l'hectare : elles sont maintenues à CHF 6'000.00 par section et CHF 17.00/ha.

Le programme d'activité suivant pour 2018 - 2019 a aussi été adopté à l'unanimité par l'assemblée :

Structure et organisation

- Etude du renforcement opérationnel du secrétariat
- Consolidation du partenariat avec VITISWISS et l'ASVEI
- Evaluation d'une collaboration avec l'USOE
- Conditions d'affiliation à l'USP à renégocier

Politique, économie et recherche

- Elaboration de la stratégie vitiviniculture 2025 en collaboration avec l'IVVS
- Préparation de la future politique agricole
- Accompagnement des régions viticoles au passage du système des AOC viticoles à celui des AOP-IGP
- Suivi de la restructuration d'Agroscope
- Consolidation du groupe parlementaire vitivinicole
- Veille législative fédérale et européenne et évaluation des conséquences potentielles pour la vitiviniculture suisse
- Consolidation des contacts avec l'administration fédérale et les partenaires
- Suivi de l'Observatoire suisse du marché des vins
- Défense de conditions-cadre permettant un prix à l'hectare qui soit rémunérateur pour les producteurs
- Encouragement de programmes de recherche pour le marketing du vin suisse
- Soutien de programmes de recherche agronomique menés par Agroscope

Communication et Promotion

- Elaboration d'une communication institutionnelle (argumentaires, vidéos, etc.) permettant à l'ensemble de la branche de s'exprimer de manière positive et uniforme
- Intensification de la communication par le biais de la newsletter et de la presse professionnelle
- Suivi de la campagne de promotion des vins suisses menée par SWP SA
- Mise à jour continue de l'onglet "FSV" sur le site internet www.swisswine.ch
- Communication ciblée auprès du groupe parlementaire vitivinicole

Formation professionnelle

- Finalisation de la révision partielle de la formation initiale, en particulier assurer la mise en place de l'entretien professionnel sur la base du dossier de formation (dès la procédure de qualification 2020)
- Premières discussions concernant la prochaine révision totale de la formation initiale
- Obtenir de la LMZ qu'elle termine enfin les moyens d'enseignement pour l'année scolaire 2018-2019
- Soutien à la volonté d'AgriAliForm de promouvoir l'échange de places d'apprentissage entre les différentes régions linguistiques -> finalisation du projet de vidéos sur la mobilité des apprentis viticulteurs

- Participation aux séances du comité d'organisation SwissSkills 2018 d'AgriAliForm. Mise sur pied et tenue des concours vitivinicoles aux SwissSkills 2018, ainsi qu'organisation et tenue d'animations et de démonstrations pour présenter le métier de viticulteur/trice CFC
- Suivi des conséquences du changement du système de financement de la formation professionnelle supérieure (brevet-maîtrise), particulièrement concernant les écolages
- Développer la collaboration avec les cavistes.

Enfin, le comité de la FSV se compose de la manière suivante :

Président	Frédéric Borloz
Vice-présidents :	Giuliano Maddalena (TI) Pierre-Antoine Héritier (VS)
Membres :	Daniel Etter et Isabella Kellenberger (VS) François Montet et Philippe Herminjard (VD) Kaspar Wetli et Robin Haug (Branchenverband Deutschschweizer Wein BDW)
	Dominique Maigre (GE) Cédric Guillod
Direction :	Chantal Aeby Pürro

4. SwissSkills 2018 – Extraits d'un communiqué de presse de l'OrTra AgriAli-Form

135 métiers seront représentés lors de la deuxième édition du championnat professionnel national SwissSkills 2018 qui se déroulera du 12 au 16 septembre sur le site de Bernexpo. Les viticulteurs/trices et les cavistes participeront aux championnats au côté de 75 autres métiers. Le meilleur / la meilleure de sa profession sera nommé(e) champion(ne) suisse. Dans le champ professionnel agricole, les agriculteurs/trices, les maraî-chers/ères et les métiers du cheval participeront également au championnat. Les autres métiers de ce champ professionnel, à savoir les arboriculteurs/trices et les aviculteurs/trices, ainsi que le domaine spécifique en production biologique seront présents pour des démonstrations.

Du côté des viticulteurs/trices et des cavistes, 12 candidates et candidats sont en lice pour le championnat. Les trois centres de formation, soit Châteauneuf, Agrilogie Marcelin et Strickhof, sélectionneront respectivement quatre apprentis diplômés des années 2017 et 2018. Ces candidats se mesureront lors de 12 épreuves réparties entre le vendredi 14 et le samedi 15 septembre. Quatre épreuves sont orientées encavage (mise en bouteille, assemblage de vins, filtration et transvasage) et compteront double pour les cavistes, lors que les quatre épreuves orientées viticulture (reconnaissance des maladies et des ravageurs, taille, greffage et protection des plantes) compteront double pour les viticulteurs/trices. Les candidates et candidats seront également évalué(e)s sur une épreuve de conduite d'élévateur, de reconnaissance des cépages ainsi que de présentation et de vente.

L'évaluation des épreuves s'effectuera de manière uniforme et sera de la responsabilité d'experts praticiens et d'enseignants. Les préparatifs vont bon train. Dans un peu plus de quatre mois, le champion viticulteur ou la championne viticultrice ainsi que la championne ou le champion caviste seront connu(e)s.

5. Réserve climatique

En date du 15 mars 2018, M. Borloz, président de la FSV et Conseiller national, a déposé une motion intitulée "Possibilité pour les cantons d'instaurer une réserve climatique" (M 18.3221). Son contenu est le suivant :

Texte déposé

Je demande au Conseil fédéral de bien vouloir modifier l'article 63 alinéa 2 de la loi fédérale sur l'agriculture (LAgr) ou une autre disposition légale de manière à ce que les cantons aient la possibilité d'instaurer une réserve climatique.

Développement

Depuis la récolte de 1993, les quantités maximales de production par unité de surface sont fixées par le Conseil fédéral selon l'article 63 alinéa 2 de la LAgr. Les cantons sont ensuite libres de fixer des limites inférieures à ces maxima. Dès lors, ils utilisent couramment cette marge de manœuvre. Les viticulteurs doivent faire face ces dernières années à des conditions climatiques toujours plus extrêmes. Les dégâts importants causés par le gel le printemps dernier l'attestent. Pour leur permettre de diminuer les risques économiques liés à ces phénomènes, il serait adéquat que les cantons puissent avoir la possibilité d'instaurer un système de réserve climatique. Les quantités produites entre le rendement fixé par le canton et celui fixé par le Conseil fédéral ne pourraient ainsi pas être commercialisées l'année même et pourraient être mises en réserve pour pallier à d'éventuels déficits de productions les années suivantes. Ceci éviterait des pertes économiques en permettant de toujours pouvoir livrer les clients. Si cette réserve climatique n'est pas utilisée, les quantités excédentaires devraient être déclassées de manière obligatoire en vins de table, tout en gardant une certaine qualité des vins mis sur le marché. Cette pratique a fait ses preuves en France.

Cette motion a été cosignée par les Conseillers nationaux Philippe Bauer, Jacques Bourgeois, Michaël Buffat, Olivier Feller, Thomas Hurter, Jacques-André Maire, Mathias Reynard, Marco Romano, Manuel Tornare et Laurent Wehrli.

6. Contingent d'importation des vins

Pour "réagir et agir face au gel de printemps", l'Interprofession du vignoble et des vins de Genève (IVVG) propose de rétablir le lien production/importation et d'attribuer les parts du contingent d'importation en proportion à l'activité commerciale avec les produits du pays.

Le 15 mars 2018, M. Borloz a déposé une interpellation intitulée "Attribution des parts du contingent d'importation des vins" (I 18.3220). Son contenu est le suivant :

Texte déposé

En relation avec l'attribution des parts du contingent d'importation des vins, je pose au Conseil fédéral les questions suivantes :

1. Le contingent d'importation des vins d'un volume de 170 millions de litres fixé sur la consommation moyenne des années 1986-1988 est-il toujours en adéquation avec la consommation et la production actuelle ?
2. A quel niveau se situait la consommation et la production indigène de vins dans les années 1986-1988 et maintenant ?

3. Avec la baisse enregistrée depuis, aussi bien au niveau de la production indigène que de la consommation de vins dans notre pays, quelles mesures sont prévues afin que ce contingent d'importation ne vienne pas faire une pression économique trop forte sur la production indigène ?
4. Depuis 1992, les parts de contingent sont attribuées selon le mode du "vienne ensuite". Dès lors, pourquoi ne pas attribuer ces parts de contingent selon le mode de la prestation indigène qui permettrait ainsi un meilleur écoulement des vins indigènes et quels pourraient être les effets sur le plan économique d'une telle pratique pour les vigneron et vigneron-encaveurs ?
5. Le Conseil fédéral est-il prêt, selon l'article 22 de la loi fédérale sur l'agriculture (LAgr), d'attribuer à l'avenir les parts de contingent d'importation des vins selon la prestation indigène qui a fait ses preuves dans d'autres secteurs agricoles comme dans le domaine de la viande de bœuf ?

Cette interpellation a été cosignée par les Conseillers nationaux Jacques Bourgeois, Michaël Buffat, Olivier Feller, Thomas Hurter, Jacques-André Maire, Mathias Reynard, Marco Romano, Manuel Tornare et Laurent Wehrli. La réponse du Conseil fédéral est attendue pour la prochaine session parlementaire.

7. Dégâts dus au gel de 2017

Par communiqué de presse du 26 février 2018, fondssuisse annonce que la fondation a décidé de soutenir les exploitations agricoles durement touchées par le gel du printemps 2017 par des contributions visant à compenser les pertes de revenu extraordinaires. Celui-ci a causé d'importants dégâts aux cultures fruitières et aux vignes. Au total des dommages s'élevant à plus de 70 millions de francs ont été annoncés, principalement en Suisse romande, nord-occidentale et orientale. En collaboration avec les offices cantonaux compétents et les associations agricoles, fondssuisse a fait établir les dommages et fixé ses contributions. Celles-ci atteignent la somme d'environ 20 millions de francs et seront versées prochainement aux cantons qui s'occuperont de les transférer aux entreprises agricoles concernées.

8. Plateforme Barto

(AGIR) – La plateforme Barto pour la gestion de l'exploitation est en ligne depuis fin mars. La première version de Barto offre les modules "trafic des animaux bovins" et le "Suisse-Bilanz". Le module "trafic des animaux bovins" (gratuit) comprend l'affichage du cheptel animal avec une vue d'ensemble graphique sur les statuts des historiques des animaux et sur les notifications les plus importantes. L'élément "Suisse-Bilanz". (CHF 43.00/an) permet d'établir la planification et le contrôle du bilan pour l'exploitation. La certification Prestations écologiques requises (PER), soit les parts assolement et le nombre des cultures ainsi que la promotion de la biodiversité, est également intégrée. La plateforme Barto utilise comme première application privée les données d'accès d'Agate; l'utilisateur peut utiliser le même numéro et le même mot de passe. Avec les données d'accès d'Agate, l'utilisateur s'authentifie aussi auprès de la banque de données sur le trafic des animaux (BDTA).

Plus d'informations sur le site Internet de Barto (www.barto.ch).

9. VITISWISS

9.1 Contributions pour la réduction des produits phytosanitaires

AGRIDEA a publié trois fiches techniques concernant les contributions à l'efficacité des ressources (CER) pour la réduction des produits phytosanitaires. Les exploitants intéressés à ces contributions peuvent prendre connaissance de ces documents et les télécharger par le biais du lien suivant :

<https://agridea.abacuscity.ch/fr/A~3224~1/3~430150~Shop/Publications/Environnement-Paysage/Protection-des-ressources-%28eau-air-sol%29/Réduction-des-produits-phytosanitaires-en-viticulture>

9.2 Document "Herbicides et entretien du sol"

Ce document à caractère didactique, réalisé en collaboration avec VITISWISS et AGRIDEA, vise à expliquer les enjeux de l'entretien du sol en viticulture à un large public (clients, journalistes, politiques, associations diverses). Disponible dès maintenant en chaque langue nationale en format papier, il sera également téléchargeable sur le site internet de VITISWISS et d'AGRIDEA. Les commandes peuvent être adressées à info@vinatura.ch ou par téléphone au 031/398 52 62 en précisant la langue souhaitée.

9.3 Références vitivinicoles

Une liste de références utile à la filière vitivinicole est disponible sur le site internet de la Fédération suisse des vignerons à l'adresse suivante : www.fsv.ch → références viticoles.

10. OIV 2019

Du 15 au 19 juillet 2019, la Suisse sera hôte du 42^e Congrès Mondial de la Vigne et du Vin ainsi que d'une Assemblée générale de l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin (OIV). C'est un événement marquant pour les acteurs de la vitiviniculture mondiale attendus à Genève l'espace d'une semaine.

Le 42^e Congrès OIV – Qui ?

600 participants attendus, acteurs et décideurs du secteur vitivinicole mondial dans différents domaines : production, recherche (viticulture, œnologie, microbiologie, chimie analytique), sécurité & santé, économie, droit, marketing, industrie, commerce

46 pays membres représentés

14 observateurs (organisations)

Le 42^e Congrès OIV – Quoi ?

4 journées de sessions, conférences, posters, exposition et visites techniques

4 soirées découvertes et d'échanges

3 post-tours pour découvrir le pays hôte

Le 42^e Congrès OIV – Où ?

Le Congrès se tiendra au Centre international de Conférences Genève (CICG). Les vins et produits des terroirs suisses seront à l'honneur durant toutes les activités. Des visites techniques et des soirées seront organisées dans le vignoble romand, des post-tours dans les autres régions viticoles.

Le 42e Congrès OIV – Quand ?

14.07.2019	Arrivée des délégués – Cocktail de bienvenue
15.07.2019	Cérémonie officielle et conférence inaugurale Soirée culturelle : dégustation des vins et produits du terroir, allocutions et concert. Lieu : Bâtiment des Forces Motrices (BFM), à Genève
16.07.2019	Sessions - conférences & posters – exposition Soirée vigneronne : visites des domaines et des caves, dégustations, repas campagnard en compagnie des vignerons et animations culturelles locales
17.07.2019	Sessions – conférences & posters – exposition Dîner de Gala : dégustation des vins et produits du terroir, allocutions officielles et diverses animations. Lieu : région de La Côte
18.07.2019	Visites techniques en Suisse romande – Soirée libre
19.07.2019	Assemblée générale OIV Soirée spectacle Fête des Vignerons : soirée unique ! La Fête des Vignerons (2019) est la seule célébration artistique et historique d'envergure de la vitiviniculture helvétique, reconnue mondialement. Au programme : réception et spectacle
20 – 22.07.2019	Post-tours dans les régions viticoles alémaniques, tessinoises et valaisannes 3 régions, 3 excursions : les post-tours se déroulent sur 2-3 jours, du samedi au dimanche ou lundi en Suisse alémanique, au Tessin et en Valais

42e Congrès Mondial de la Vigne et du Vin, quels bénéfices ?

Le Congrès est une occasion unique pour la vitiviniculture suisse de renforcer son rayonnement international sur le plan de la recherche et de l'innovation, de confirmer le positionnement qualitatif de ses programmes de recherche, de formation et de sa production indigène, ainsi que de soigner les relations internationales, indispensables à la vitiviniculture suisse de demain. Il constitue un projet fédérateur pour l'ensemble de la viticulture helvétique.

Quels bénéfices pour les professionnels ?

- Visibilité mondiale de la production vitivinicole helvétique : la Suisse, centre de la vitiviniculture mondiale l'espace d'une année
- Développement de la notoriété de nos produits et de notre savoir-faire à l'étranger
- Développement de nouveaux contacts (participants venus de tous les Etats membres)

Quels bénéfices pour les régions ?

- Promotion des programmes et offres oenotouristiques des différentes régions de production (organisation de post-tours et de visites techniques)
- Large couverture médiatique en Suisse et à l'étranger

Prochaines étapes

Eté 2018

- Acquisition des partenaires principaux
- Confirmation des collaborations
- Repas midi & stands : interprofessions, offices de promotion

- Soirées : partenaires privés et publics
- Visites techniques : domaines, caves, interprofessions, offices de promotion
- Post-tours : domaines, caves, interprofessions, offices de promotion et du tourisme

Fin novembre 2018

- Promotion du Congrès OIV à OIV 2018 en Uruguay, film de présentation
- Ouverture du processus de soumission d'abstracts
- Ouverture du processus d'enregistrement des participants

L'ensemble des régions de production seront sollicitées via leurs offices de promotion ou leurs interprofessions régionales.

Contact

Pour toutes informations complémentaires et/ou pour toute demande de partenariat :

Association OIV 2019
p.a. Symporg SA
Rue Rousseau 30
1201 Genève
contact@oiv2019.ch ou laetitia@symporg.ch
Tél. 022 839 84 89
www.oiv2019.ch

* * * * *



1. Weinjahr 2018 – Auszüge aus dem Bericht des Bundesamtes für Landwirtschaft

Rebfläche

2017 beträgt die totale Schweizer Rebfläche 14'748 Hektaren und befindet sich somit leicht unter dem Stand von 2016 (-32 ha; -0,2 %). Die mit weissen Rebsorten bepflanzte Fläche beträgt gerundet 6'323 Hektaren (+20 ha), jene mit roten Rebsorten 8'425 Hektaren (-52 ha). Der Flächenanteil weisser Rebsorten stellt 2017, wie schon im Vorjahr, 43 % der Gesamtfläche dar, jener der roten Rebsorten 57 %.

Am meisten rote Reben wachsen im Kanton Wallis, dem mit 4'842 Hektaren (-33 ha im Vergleich zum Vorjahr) grössten Weinbaukanton der Schweiz. Am meisten weisse Trauben befinden sich im Kanton Waadt, dem mit 3'775 Hektaren (+1 ha) zweitgrössten Weinbaukanton der Schweiz. Es folgen die Kantone Genf mit einer Rebfläche von 1'413 Hektaren (+4 ha) und der Kanton Tessin mit einer Anbaufläche von gerundet 1'093 Hektaren (-3 ha). Der Kanton Zürich verfügt in der Deutschschweiz mit 607 Hektaren (-1 ha) über die grösste Rebfläche, gefolgt von den Kantonen Schaffhausen mit 481 Hektaren (-2 ha) und Graubünden (inkl. Misoix) mit 450 Hektaren (+1 ha).

Der mehrjährige Rückgang der meist angebauten Rebsorten der Schweiz setzt sich auch im 2017 weiter fort. So sinkt die mit Pinot Noir – der meist angebauten Rebsorte der Schweiz – bestockte Rebfläche um 69 Hektaren auf 4'071 Hektaren. Die Anbaufläche von Chasselas reduziert sich um 55 Hektaren und erreicht neu eine Gesamtfläche von 3'734 Hektaren. Die Rebfläche des Gamay, der dritthäufigsten Rebsorte der Schweiz, beträgt neu 1'277 Hektaren (-30 ha).

Andere Rebsorten sind hingegen weiter auf dem Vormarsch. Hierzu zählen insbesondere weisse Rebsorten wie Sauvignon Blanc (+24 ha), Savagnin Blanc (+18 ha), Petite Arvine (+11 ha) und Chardonnay (+11 ha), sowie die rote Merlot-Traube (+14 ha).

Ernte

Die Weinlese 2017 liegt mit rund 79 Mio. Litern 26 % unter der Vorjahresernte (-28,5 Mio. Liter). Die Ernte 2017 geht somit als tiefste Ernte seit 1978, als nur rund 78 Mio. Liter geerntet wurden, in die Geschichte ein. Extreme Wetterbedingungen wirkten sich massgeblich auf die Weinernte aus. So konnte die Westschweiz nur 72 % der Vorjahresmenge ernten (-24,7 Mio. Liter), die Deutschschweiz 81 % (-2,4 Mio. Liter) und die italienische Schweiz 77 % (-1,4 Mio. Liter).

Die nassen Sommermonate 2016 haben bewirkt, dass im Frühjahr 2017 weniger Blüten und somit weniger Trauben ausgebildet wurden. Die massiven Frostnächte im April verursachten anschliessend vielerorts grosse Schäden in den Rebbergen. Der heisse und trockene Sommer – nach 2003 und 2015 der drittwärmste seit Messbeginn – sowie vereinzelter Hagelschlag im August reduzierten die Menge zusätzlich. Mässiger Trockenstress führte zudem zu kleineren Traubenbeeren mit weniger Saft, verhalf aber schliesslich auch zu einer frühen Ernte und einer guten Traubenqualität mit einem natürlich hohen Zuckergehalt. So liegen die mittleren Mostgewichte (ausgedrückt oder umgerechnet in Brixgrade) grösstenteils über dem langjährigen Durchschnitt.

Importe und Exporte

Gesamthaft werden im Jahr 2017 rund 186 Millionen Liter an Weinen, Schaumweinen, Süssweinen, Weinspezialitäten, Mistellen und Traubenmosten importiert. Dies sind rund 1,4 Mio. Liter resp. 0,7 % mehr als im Vorjahr. Davon werden rund 159 Millionen Liter innerhalb des Zollkontingents eingeführt, womit das Kontingent von 170 Millionen Liter analog der Vorjahre auch im 2017 nicht ausgeschöpft wird.

Die Einfuhr von Weisswein erhöht sich um 632'100 Liter (+1,6 %) auf rund 40 Mio. Liter. Diese Zunahme geht hauptsächlich auf das Konto der Einfuhr von Weisswein in Flaschen, die um 783'600 Liter (+3,9 %) ansteigt, wogegen die Importe von offenem Weisswein (inkl. Verarbeitungswein) um 151'500 Liter (-0,8 %) sinken.

Einen leichten Anstieg ergibt sich auch bei den Rotweineinfuhren (+527'500 Liter; +0,4 %), die 123 Mio. Liter betragen. Ebenfalls zugenommen haben die Importe an Schaumweinen, von welchen insgesamt rund 19,5 Mio. Liter eingeführt werden (+355'000 Liter; +1,9 %). Einen Rückgang verzeichnen hingegen die Einfuhren an Süssweinen, Weinspezialitäten und Mistellen sowie Traubenmost. Den Abwärtstrend der Vorjahre fortgesetzt haben die Verarbeitungsweine, welche seit 2014 um 2,4 Mio. Liter auf rund 4 Mio. Liter gesunken sind (-36,7 %).

Wie in den Vorjahren wird im 2017 am meisten Wein aus Italien eingeführt (77,2 Mio. Liter; +4,8 % gegenüber Vorjahr), gefolgt von Frankreich (39,4 Mio. Liter; +2,0 %) und Spanien (30,7 Mio. Liter; -2,9 %). Aus Portugal werden gleichbleibend rund 10,6 Mio. Liter importiert. Den grössten Rückgang der Importmenge an Wein verzeichnet die USA (Total 3,9 Mio. Liter; -1,2 Mio. Liter; -23,8 %).

Erstmals seit 2014 verzeichnen die im Gegensatz zu den Importen bescheidenen Exporte wieder eine Zunahme auf Total rund 1,4 Mio. Liter (+164'700 Liter; +13,4 %), wobei in diesen Zahlen auch die eingeführten und wieder ausgeführten ausländischen Weine enthalten sind.

Lagerbestände

Die am 31. Dezember 2017 erhobenen Lagerbestände an Weiss-, Rot- und Schaumweinen sowie anderen Weinen haben gesamthaft von 221,3 Mio. Liter (2016) auf 214,6 Mio. Liter abgenommen (-6,7 Mio. Liter; -3,0 %). Die Vorräte umfassen knapp 141 Mio. Liter an Schweizer Weinen mit geschützter Ursprungsbezeichnung (-4,0 %), rund 12 Mio. Liter an Schweizer Landweinen (-14,0 %), gut 5 Mio. Liter Schweizer Tafelweinen sowie Weinen ohne Herkunftsbezeichnung (-4,5 %) und rund 56 Mio. Liter an ausländischen Weinen (+2,5 %).

Gegenüber Vorjahr sinken die Lagerbestände an Schweizer Weisswein im 2017 und betragen 68,9 Mio. Liter (-2,6 Mio. Liter; -3,7 %). Jene von Schweizer Rotweinen (inkl. Roséweinen) nehmen ebenfalls ab und belaufen sich per 31. Dezember 2017 auf 82,7 Mio. Liter (-5,0 Mio. Liter; -5,8 %). Dieser Rückgang ist nicht überraschend, zumal die Ernte 2017 sehr klein ausgefallen ist. Dagegen verzeichnen die Vorräte an ausländischem Wein (inkl. Wein ohne Herkunft) sowohl beim Weiss- als auch beim Rotwein eine Zunahme (+1,2 % resp. +2,5 %).

Konsum

Entsprechend der Tendenz der Vorjahre hat der Gesamtverbrauch an Schweizer und ausländischem Wein – unter Berücksichtigung von Verarbeitungs- und Exportweinen – auch im 2017 abgenommen. Nach den vorliegenden Berechnungen wurden rund 249 Mio. Liter Wein konsumiert. Der Gesamtkonsum sank dabei im Vergleich zum 2016 um rund 4 Mio. Liter (-1,6 %).

Der Konsum von Schweizer Weinen reduzierte sich um 2,2 Mio. liter auf knapp 87 Mio. Liter (-2,5 %). Der Konsum von ausländischen Weinen ist ebenfalls gesunken um gut 1,8 Mio. Liter auf knapp 163 Mio. Liter (-1,1 %). Der Marktanteil von Schweizer Wein liegt gleichbleibend bei rund 35 %.

Der Rückgang des Weinkonsums ist hauptsächlich auf die tiefen Erntemengen in den Jahren 2013-2015 zurückzuführen. Die Ernte 2017 ist mit 79 Mio. Litern die tiefste Ernste seit 40 Jahren und gleichzeitig bereits die vierte Ernte innerhalb von fünf Jahren, welche den durchschnittlichen Jahreskonsum von Schweizer Wein, welcher im 10-Jahresdurchschnitt bei rund 100 Mio. Liter liegt, nicht mehr abdeckt. Entsprechend ist auch im nächsten Jahr nicht mit einer Erholung des Konsums zu rechnen.

Generell zeigt sich ein Anstieg beim Konsum von Weisswein (+0,5 %). Den höheren Zuwachs verzeichnet im 2017 der Schweizer Weissweinkonsum, welcher um 338'800 Liter auf 42,8 Mio. Liter (+0,8 %) zugenommen hat. Der ausländische Weissweinkonsum steigt um 126'200 Liter resp. 0,3 % auf 39,9 Mio. Liter.

Wie auch schon im Vorjahr sinkt der Konsum von ausländischem Rotwein um 1,6 % auf 122,6 Mio. Liter. Der Schweizer Rotweinkonsum reduziert sich weiter um 5,5 % und beträgt noch 44,0 Mio. Liter. Die ungedeckte Nachfrage nach Schweizer Wein wurde somit nicht durch Importwein ausgeglichen.

Analog dem Trend der Vorjahre ist der Konsum von Schaumwein gestiegen, nämlich um 3,2 % auf 19,3 Mio. Liter und erreichte somit einen neuen Höchststand.

2 Neues Reformprojekt von Agroscope

Am 9. März 2018 hat das Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) folgende Pressemitteilung betreffend Neurestrukturierung von Agroscope herausgegeben:

"An seiner Sitzung vom 9. März 2018 wurde der Bundesrat über den Stand der von ihm in Auftrag gegebenen Vorarbeiten zur Stärkung des wissenschaftlichen Beitrags von Agroscope und zur Rationalisierung der Funktionsweise und der Dienstleistungen dieser Institution informiert. Damit soll ein bereits vor über zehn Jahren begonnener Transformationsprozess abgeschlossen werden. Ausserdem soll sich Agroscope dadurch stärker auf ihre Kernaufgabe als spezialisierte landwirtschaftliche Forschungsanstalt konzentrieren können. Dieses Projekt ist Teil einer Reihe von strukturellen Reformen, deren Prüfung der Bundesrat in Auftrag gegeben hat, um die Effizienz der Bundesverwaltung zu verbessern und sparsamer mit den finanziellen Ressourcen des Bundes umzugehen. Der Bundesrat wird im Laufe des Sommers 2018 entscheiden.

Die Schweizer Landwirtschaft ist mit wirtschaftlichen und umweltbedingten Entwicklungen konfrontiert, die als Antwort eine professionelle wissenschaftliche Forschung erfordern. Mittels einer Überprüfung des Forschungs- und Dienstleistungsportfolios von Agroscope soll festgelegt werden, welche Leistungen von Dritten erbracht werden können und welche zukünftig zu den Prioritäten von Agroscope gehören sollen. Zudem soll die internationale Zusammenarbeit verstärkt werden, um den wissenschaftlichen Austausch zu fördern und sich regelmässig auf den neuesten Stand zu bringen.

Die Betriebskosten von Agroscope belaufen sich heute auf 40 Prozent des Budgets. Es gilt, diese Kosten zur Stärkung der Forschung zugunsten Dritter und der Bundesverwaltung sowie zur Unterstützung der Vollzugsbehörden zu senken. Um dieses Ziel zu erreichen und den Gemeinschaftssinn innerhalb der Institution zu fördern, ist eine geografische Konzentration am Standort Posieux (FR) mit verschiedenen Versuchsstationen geplant.

Angestrebt werden Einsparungen in der Höhe von 20 Prozent des Budgets von Agroscope. Diese Einsparungen sollen vor allem bei den Betriebskosten realisiert werden, was ua. einen Abbau von Arbeitsplätzen bedingt. Natürliche Fluktuationen beim Personal, die für die Umsetzung vorgesehene lange Zeitspanne von über zehn Jahren und die Schaffung neuer Aktivitäten dank zusätzlicher Drittmittel sollen zu einer sozialverträglichen Ausgestaltung der Reform beitragen. Ausserdem sollen die nötigen Investitionen getätigt werden, um Agroscope mit einer modernen und ihren Aufgaben angemessenen Forschungsinfrastruktur auszustatten.

Agroscope ist die landwirtschaftliche Forschungsanstalt des Bundes. Seit der Gründung im 19. Jahrhundert durchlief die Institution zahlreiche Anpassungen und Restrukturierungen. Im Laufe der vergangenen zehn Jahre wurden die sieben unabhängigen Institute in drei Einheiten zusammengeführt und 2014 unter einem Dach vereint. Auf diese Weise konnte eine Hierarchiestufe eingespart und eine schlankere Führungsstruktur geschaffen werden. Gewisse Versuchsstationen wurden externalisiert. Die Zahl der über die ganze Schweiz verteilten Hauptstandorte ist aber gleich geblieben, was der Effizienz von Agroscope schadet.

An seiner Klausursitzung vom 8. November 2017 zum Thema strukturelle Reformen hat der Bundesrat das Eidgenössische Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung WBF beauftragt, ihm ein neues Reformprojekt für Agroscope zu unterbreiten. Insgesamt hat der Bundesrat an dieser Sitzung mehr als 100 Prüfaufträge beschlossen. Das Departement möchte Agroscope vor diesem Hintergrund als interdisziplinäres, flexibles und leistungsfähiges Institut für Forschung, Innovation und Dienstleistungen im Bereich der Agrar- und Lebensmittelforschung positionieren und so die Zukunft dieses Kompetenzzentrums sichern."

Die angekündigte Reform der Agroscope Forschungsstellen sorgt nicht nur innerhalb der Branche, sondern auch in den Kantonen, die möglicherweise von der Aufhebung der bestehenden Forschungsstellen betroffen sind, für grosse Besorgnis. Der SWBV und der BSRW verfolgen die Entwicklung dieses Dossiers.

Im Nationalrat wurden folgende Interpellationen und Motionen eingereicht:

- I 18.3223 von Viola Amherd "Warum soll Agroscope an die Wand gefahren werden?"
<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20183223>
- I 18.3156 von Jacques Bourgeois "Erhalt der Agrarforschung"
<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20183156>
- I 18.3319 von Maya Graf "Kein Kahlschlag bei der Agrarforschungsanstalt des Bundes Agroscope"
- I 18.3232 von Barbara Gysi "Agroscope. Erneuter Abbau gefährdet Angebote und verunsichert Personal"
<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20183232>
- I 18.3375 von Brigitte Häberli-Koller "Angekündigte Zentralisierung von Agroscope"
<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20183375>
- I 18.3321 von Beat Jans "Unverzögerlicher Halt des strategielosen Umbaus der Agroscope"
<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20183321>
- I 18.31.65 von Werner Salzmann "Restrukturierung des Bundesrates bei der Forschungsanstalt Agroscope und Zentralisierung in Posieux"
<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20183165>
- M 18.3182 von Jacques Nicolet "Stopp den brachialen Umstrukturierungen bei Agroscope"
<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20183182>
<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20183319>
- M 18.3184 de Pierre-André Page "Vom Bundesrat geplante Umstrukturierung von Agroscope"
<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20183184>.

3. Delegiertenversammlung des SWBV

Die Delegierten des SWBV haben am 20. April 2018 in Neuenburg für ihre jährliche Versammlung getagt. Die Jahresrechnung 2017 schliesst mit einem Überschuss von CHF 886.40 und wurde von der Versammlung einstimmig genehmigt. Auch das Budget 2018 wurde einstimmig genehmigt. Es sieht einen Status Quo bei den Basisbeiträgen und den Beiträgen pro Hektar vor. Diese bleiben bei CHF 6'000.00 pro Sektion und CHF 17.00/ha.

Die Delegiertenversammlung genehmigte auch das nachfolgende Tätigkeitsprogramm für die Jahre 2018 – 2019:

Struktur und Organisation

- *Abklärungen zu einer operationellen Aufstockung des Sekretariats*
- *Festigung der Partnerschaft mit VITISWISS und SVSW*
- *Evaluation einer möglichen Zusammenarbeit mit der USOE*
- *Neuverhandlung der Bedingungen für eine Partnerschaft mit dem SBV*

Politik, Wirtschaft und Forschung

- *Ausarbeiten der Strategie Reb- und Weinbau 2025 in Zusammenarbeit mit dem BSRV*
- *Vorbereitung für die Zukunft der Landwirtschaftspolitik*
- *Begleiten der Weinbauregionen im Übergang vom AOC System im Weinbau in das System AOP/IGP*
- *Verfolgen der Restrukturierung der AGROSCOPE*
- *Konsolidierung der Parlamentarischen Gruppe Weinbau*
- *Verfolgen der schweizerischen und der europäischen Gesetzgebung und ihrer möglichen Auswirkungen auf den Schweizer Rebbau*
- *Festigung der Kontakte mit den Bundesbehörden und den Partnern*
- *Verfolgen der Marktbeobachtung zum Schweizer Wein*
- *Verteidigung der Rahmenbedingungen, welche den Produzenten einen kostendeckenden Ertrag pro Hektar erlauben*
- *Förderung von Marktforschungsprogrammen für den Schweizer Wein*
- *Unterstützung von landwirtschaftlichen Forschungsprojekten der Agroscope*

Kommunikation und Werbung

- *Ausarbeiten einer institutionellen Kommunikationsstrategie (Argumentarium, Videos usw.), die der gesamten Branche positive und einheitliche Ausdrucksmöglichkeiten bietet*
- *Intensivierung der Kommunikation mit Hilfe des Newsletters und der Fachpresse*
- *Begleiten der von der SWP AG geführten Werbekampagne für Schweizer Wein*
- *Aktualisieren des Navigationspunktes "SWBV" auf der Website www.swisswine.ch*
- *Gezielte Kommunikation mit der Parlamentarischen Gruppe Weinbau*

Berufsbildung

- *Abschliessen der Teilrevision der beruflichen Grundbildung, insbesondere die Erarbeitung eines Fachgesprächs auf der Basis der Lerndokumentation (ab dem Qualifikationsverfahren 2020)*
- *Erste Diskussionen zur nächsten Gesamtrevision der Grundbildung*
- *Die LMZ dazu bringen, dass sie die Lehrmittel für das Schuljahr 2018-2019 endlich fertig stellt*

- Die AgriAliForm in ihrem Willen unterstützen, den Austausch von Lehrstellen zwischen den verschiedenen Sprachregionen zu fördern, -> Fertigstellung des Video-Projektes zur Mobilität der lernenden Winzer
- Teilnahme an den Sitzungen des Organisationskomitees SwissSkills 2018 der AgriAliForm. Erarbeitung und Durchführung der Berufswettbewerbe für Winzer und Weintechnologen an der SwissSkills 2018 sowie Organisation und Durchführung von Vorführungen, um den Beruf Winzer/Winzerin EFZ vorzustellen
- Verfolgen des Systemwechsels zur Finanzierung der Höheren Berufsbildung (Fachausweis-Meisterdiplom), besonders betreffend die Studiengebühren
- Weiterentwickeln der Zusammenarbeit mit den Weintechnologen.

Die Zusammensetzung des SWBV-Vorstandes sieht wie folgt aus:

Präsident	<i>Frédéric Borloz</i>
Vize-Präsidenten	<i>Giuliano Maddalena (TI) Pierre-Antoine Héritier (VS)</i>
Mitglieder	<i>Daniel Etter und Isabella Kellenberger (VS) François Montet und Philippe Herminjard (VD) Kaspar Wetli und Robin Haug (Branchenverband Deutschschweizer Wein BDW)</i>
	<i>Dominique Maigre (GE) Cédric Guillod</i>
Geschäftsführung	<i>Chantal Aeby Pürro</i>

4. SwissSkills 2018 – Auszüge einer Pressemitteilung der OdA AgriAliForm

Vom 12. bis 16. September findet in Bern mit den SwissSkills 2018 zum zweiten Mal eine nationale und übergreifende Berufsmeisterstatt. 135 Berufe nehmen daran teil. Die Winzer/innen und Weintechnologen/technologInnen führen zusammen mit 75 anderen Berufen einen Berufswettbewerb durch. Der/die Beste seines Fachs darf sich am Schluss Schweizer Meister/in nennen. Im Berufsfeld Landwirtschaft finden zudem Wettbewerbe bei den Landwirten/innen sowie den Gemüsegärtnern/innen statt. Ebenfalls unter dem gleichen Dach führen die Pferdeberufe ihre Meisterschaft durch. Obstfachmann/-frau, Geflügelfachmann/-frau sowie die Biobauern/Biobäuerinnen präsentieren sich mit ihren Aktivitäten an einer gemeinsamen Berufsschau.

Bei den Winzern und Weintechnologen treten 12 Kandidierende an. Alle drei Ausbildungsstätten (Châteauneuf, Marcelin und Strickhof) dürfen je vier Teilnehmer aus den Abschlüssen 2017 und 2018 an die Meisterschaft entsenden. Diese müssen sich am Freitag 14. und Samstag 15. September je elf Prüfungen stellen. Vier Aufgaben (Flaschenfüllung, Weinverschnitt, Weinfiltration und Umfüllen) sind Keller orientiert und gelten für die Bewertung Weintechnologen stärker. Weitere vier Aufgaben (Krankheiten und Schädlinge erkennen, Rebschnitt, Pfropfen sowie Pflanzenschutz) sind Rebbaun orientiert und sind für die Bewertung der Winzer wichtiger. Zusätzlich werden Fahrtechnik mit dem Stapler, Erkennen von Weinproben und Rebsorten sowie Produktpräsentation und -verkauf geprüft.

Die Bewertung erfolgt nach einem einheitlichen Raster, dafür zuständig sind Praxis- und Schulexperten. Die Vorbereitungen laufen auf Hochtouren. In beinahe vier Monaten ist klar, wer die beiden Schweizer Meister/in bei den Winzer/-innen und Weintechnologen/innen sind.

5. Klimareserve

Am 15. März 2018 hat Nationalrat Borloz, Präsident des SWBV, die Motion "Möglichkeit für die Kantone, eine Klimareserve einzureichen" (M 18.3221) mit folgendem Inhalt eingereicht:

Eingereichter Text

Der Bundesrat wird beauftragt, Artikel 63 Absatz 2 des Landwirtschaftsgesetzes (LwG) oder eine andere Gesetzesbestimmung so zu ändern, dass die Kantone die Möglichkeit erhalten, eine Klimareserve einzurichten.

Begründung

Seit der Ernte 1993 legt der Bundesrat gemäss Artikel 63 Absatz 2 LwG die Höchstserträge pro Flächeneinheit fest. Den Kantonen steht es in der Folge frei, niedrigere Schwellenwerte zu bestimmen. Von dieser Befugnis machen sie seitdem regelmässig Gebrauch. Die Winzerinnen und Winzer sehen sich in den letzten Jahren immer extremeren klimatischen Bedingungen gegenüber. Davon zeugen beispielsweise die enormen Schäden, die der Frost im Frühjahr 2017 verursacht hat. Um die wirtschaftlichen Risiken reduzieren zu können, die diese Wetterphänomene mit sich bringen, wäre es angemessen, den Kantonen die Möglichkeit zu geben, ein System der Klimareserve einzurichten. Die produzierten Mengen, die zwischen dem vom Kanton festgelegten Schwellenwert und jenem des Bundesrates liegen, würden dann nicht im selben Jahr in Verkehr gebracht, sondern könnten eine Reserve bilden, um allfällige Produktionsdefizite in den Folgejahren zu kompensieren. Somit könnte man wirtschaftliche Verluste vermeiden und Kundinnen und Kunden weiter beliefern. Wird die Klimareserve nicht verwendet, müssten die überschüssigen Mengen obligatorisch zu Tafelwein deklassiert werden, die Qualität der Weine auf dem Markt würde dadurch beibehalten. In Frankreich hat sich diese Praxis bewährt.

Diese Motion wurde durch folgende Nationalräte mitunterzeichnet : Philippe Bauer, Jacques Bourgeois, Michaël Buffat, Olivier Feller, Thomas Hurter, Jacques-André Maire, Mathias Reynard, Marco Romano, Manuel Tornare und Laurent Wehrli. Die Antwort des Bundesrates sollte anlässlich der nächsten parlamentarischen Session erfolgen

6. Importkontingent für Weine

Um "angesichts von Frühjahrsfrösten reagieren und agieren" zu können, hat die Interprofession du Vignoble et des Vins de Genève (IVVG) vorgeschlagen, die Verknüpfung Produktion/Import wieder einführen und die Höhe der Einfuhrkontingente vom Handelsvolumen mit einheimischen Produkten abhängig zu machen.

Am 15. März hat Nationalrat Borloz folgende Interpellation mit dem Titel "Zuteilung der Kontingentsanteile für die Einfuhr von Wein" (I 18.3220) eingereicht:

Eingereichter Text

Betreffend die Zuteilung der Kontingentsanteile für die Einfuhr von Wein stelle ich dem Bundesrat folgende Fragen:

1. Steht das Importkontingent für Wein von 170 Millionen Litern, das anhand des durchschnittlichen Konsums der Jahre 1986-1988 festgelegt wurde, noch im Einklang mit dem Konsum und der Produktion von heute?
2. Wie hoch waren der Konsum und die inländische Produktion von Wein in den Jahren 1986-1988, und wie hoch sind sie heute?

3. *Inzwischen sind in der Schweiz sowohl die inländische Produktion als auch der Konsum von Wein zurückgegangen. Welche Massnahmen sind angesichts dessen vorgesehen, um zu vermeiden, dass das Importkontingent einen übermässigen wirtschaftlichen Druck auf die inländische Produktion ausübt?*
4. *Seit 1992 werden die Kontingentsanteile nach dem Windhundprinzip ("First come, first served") zugeteilt. Warum werden die Kontingentsanteile nicht nach Massgabe der Inlandleistung zugeteilt, womit der Absatz inländischer Weine verbessert werden könnte? Welche wirtschaftlichen Auswirkungen hätte ein solches Verfahren für Weinbäuerinnen und Weinbauern und Selbsteinkellerinnen und Selbsteinkellerer?*
5. *Ist der Bundesrat bereit, gestützt auf Artikel 22 des Landwirtschaftsgesetzes die Kontingentsanteile künftig nach Massgabe der Inlandleistung zuzuteilen, wie es sich bereits in anderen Sektoren, z.B. bei Rindfleisch, bewährt hat?*

Diese Interpellation wurde durch folgende Nationalräte mitunterzeichnet: Jacques Bourgeois, Michaël Buffat, Olivier Feller, Thomas Hurter, Jacques-André Maire, Mathias Reynard, Marco Romano, Manuel Tornare und Laurent Wehrli. Die Antwort des Bundesrates sollte anlässlich der nächsten parlamentarischen Session erfolgen.

7. Frostschäden 2017

In ihrer Pressemitteilung vom 26. Februar 2018 kündigt die fondssuisse an, dass die Stiftung beschlossen hat, Betriebe, die vom Frühjahrsfrost 2017 hart getroffen wurden mit Beiträgen zu unterstützen, um die ausserordentlichen Einkommenseinbussen zu kompensieren. Der Frühjahrsfrost hatte in Obst- und Rebanlagen enorme Schäden verursacht. Das Total der Schadenssummen, die vor allem in der Westschweiz, der Nord-Westschweiz und in der Deutschschweiz angemeldet wurden, beträgt über 70 Millionen. In Zusammenarbeit mit den zuständigen kantonalen Stellen und den Landwirtschaftsverbänden hat fondssuisse die Schäden erhoben und die Beiträge festgelegt. Diese Beiträge belaufen sich auf ungefähr 20 Millionen Franken und werden nächstens an die Kantone ausbezahlt, welche für die Verteilung an die betroffenen Landwirtschaftsbetriebe zuständig sind.

8. Plattform Barto

(AGIR) – Die Plattform Barto für landwirtschaftliche Betriebsführung ist seit Ende März online. Die erste Version von Barto bietet die Module "Tierverkehr Rinder" und "Suisse-Bilanz" an. Das Modul "Tierverkehr Rinder" (gratis) zeigt den Tierbestand an, mit einer grafischen Übersicht über den aktuellen Stand der Tiergeschichten und den wichtigsten Meldungen. Das Modul "Suisse-Bilanz" (CHF 43.00/Jahr) hilft beim Erstellen der Plan- und Kontrollbilanzen für den Betrieb. Auch die Zertifizierung des ökologischen Leistungsnachweises (ÖLN) ist inbegriffen, sei es mit Fruchtfolgeanteilen und Anzahl Kulturen oder durch die Förderung der Biodiversität. Als erste private Anwendung nützt die Plattform Barto die Zugangsdaten von Agate; die Benutzer verwenden die gleiche Nummer und das gleiche Passwort. Mit den Zugangsdaten von Agate kann sich der Benutzer auch in die Tierverkehr-Datenbank (TVD) einloggen.

Für mehr Informationen besuchen Sie die Website Barto (www.barto.ch).

9. VITISWISS

9.1 Beiträge für die Reduktion von Pflanzenschutzmitteln

Drei Merkblätter zu den Ressourceneffizienzbeiträgen (REB) für die Reduktion von Pflanzenschutzmitteln wurden von Agridea herausgegeben. Die Bewirtschafter welche an diesen Beiträgen interessiert sind, können die Merkblätter hier herunterladen:

<https://agridea.abacuscity.ch/de/A~3224~1/3~430150~Shop/Publicationen/Umwelt-Natur-Landschaft/Ressourcenschutz-%28Boden-Wasser-Luft%29/Reduktion-von-Pflanzenschutzmitteln-im-Rebbau>

9.2 Dokument "Herbizide und Bodenpflege"

Das Dokument mit informativ-didaktischem Charakter wurde in Zusammenarbeit mit VITISWISS und AGRIDEA erstellt und hat zum Zweck, einem breiten Publikum die wichtigsten Faktoren der Bodenpflege im Rebbau zu erklären (Kunden, Journalisten, Politiker, verschiedene Verbände). Das Dokument gibt es ab sofort in den drei Landessprachen in Papierform und es wird auch als Download auf den Websites von VITISWISS und AGRIDEA erhältlich sein. Bestellungen können an info@vinatura.ch gerichtet werden oder per Telefon an 031/398 52 62, unter Angabe der gewünschten Sprache.

9.3 Referenzen im Reb- und Weinbau

Eine Liste mit nützlichen Hinweisen für den Weinbausektor ist auf der Website des SWBV unter folgender Adresse abrufbar: www.fsv.ch / Referenzen im Reb- und Weinbau.

10. OIV 2019

Vom 15. bis 19. Juli 2019 ist die Schweiz Gastgeber des 42. Weltkongresses für Rebe und Wein sowie der Generalversammlung der Internationalen Organisation für Rebe und Wein (OIV). Dies ist ein Meilenstein für die Akteure der internationalen Weinbaubranche, die für eine Woche in Genf erwartet werden.

42. Kongress OIV - Wer?

600 Teilnehmer werden erwartet: Akteure und Entscheidungsträger aus verschiedenen Bereichen des weltweiten Weinbausektors: Produktion, Forschung (Rebbau, Önologie, Mikrobiologie, analytische Chemie), Sicherheit und Gesundheit, Wirtschaft, Recht, Marketing, Industrie, Handel.

46 Mitgliedsländer sind vertreten

14 Beobachter (Organisationen)

42. Kongress OIV - Was?

4 Sitzungstage, Konferenzen, Postersessions, Ausstellung und Fachexkursionen

4 Abendveranstaltungen für Entdeckungen und Austausch

3 Post-Conference-Touren um das Gastland zu entdecken

42. Kongress OIV - Wo?

Der Kongress findet im Internationalen Konferenzzentrum in Genf (CICG) statt. Schweizer Weine und lokale Produkte stehen bei allen Veranstaltungen im Vordergrund. Die Fachexkursionen

und Abendveranstaltungen finden in Westschweizer Weinbaugebieten statt, die Post-Conference-Touren in den anderen Weinbauregionen.

42. Kongress OIV - Wann?

14.07.2019	Ankunft der Delegierten – Begrüssungsapéro
15.07.2019	Offizieller Festakt und Eröffnungskonferenz Kulturelle Abendveranstaltung: Degustation von Weinen und lokalen Produkten, Ansprachen und Konzert. Ort: Bâtiment des Forces Motrices (BFM), in Genf.
16.07.2019	Sitzungen - Konferenzen und Postersessions - Ausstellung Winzer-Abend: Besuch von Weingütern und Kellern, Degustationen, ländliche Essen gemeinsam mit Winzern und lokale Kulturveranstaltungen
17.07.2019	Sitzungen - Konferenzen und Postersessions - Ausstellung Galadiner: Degustation von Weinen und lokalen Produkten, offizielle Ansprachen und verschiedene Veranstaltungen. Ort: Region La Côte
18.07.2019	Fachexkursionen in der Westschweiz – Abend zur freien Verfügung
19.07.2019	Generalversammlung OIV Abendprogramm der Fête des Vignerons: Einmaliges Erlebnis! Die Fête des Vignerons (2019) ist die einzige künstlerisch/historische Feier des Schweizer Weinbaus von grösserem Ausmass und geniesst weltweite Anerkennung. Im Programm: Empfang und Show
20 – 22.07.2019	Post-Conference-Touren in die Deutschschweizer, Tessiner und Walliser Weinbauregionen 3 Regionen, 3 Exkursionen: die Post-Conference-Touren dauern 2-3 Tage, von Samstag bis Sonntag oder Montag in der Deutschschweiz, im Tessin und im Wallis.

42. Weltkongress für Rebe und Wein, welche Vorteile bringt er?

Der Kongress ist eine einzigartige Gelegenheit für den Schweizer Weinbau, seine internationale Ausstrahlung auf dem Gebiet der Forschung und Innovation zu verstärken, die qualitative Positionierung seiner Forschungsprogramme, der Ausbildung und der inländischen Produktion zu festigen und auch die internationalen Beziehungen zu pflegen, die für das Überleben des Schweizer Weinbaus wesentlich sind. Der Kongress ist ein verbindendes Projekt für den gesamten Schweizer Weinbau.

Welche Vorteile für die Branche?

- Weltweite Aufmerksamkeit für die Schweizer Weinproduktion: die Schweiz, für ein Jahr Zentrum des weltweiten Weinbaus!
- Förderung der Bekanntheit unserer Produkte und unseres Know-how im Ausland
- Knüpfen von neuen Kontakten (Teilnehmer aus allen Mitgliedstaaten)

Welche Vorteile für die Regionen?

- Förderung von Programmen und Angeboten im Weintourismus in den verschiedenen Weinbauregionen (Organisation von Post-Conference-Touren und Fachexkursionen)
- Breite Berichterstattung in den Medien in der Schweiz und im Ausland

Nächste Schritte

Sommer 2018

- *Suche nach Hauptsponsoren*
- *Bestätigung der Partnerschaften*
- *Mittagsverpflegung & Stände: Branchenverbände, Förderorganisationen*
- *Abendveranstaltungen: private und öffentliche Partner*
- *Fachexkursionen: Weinbaubetriebe, Kellereien, Branchenverbände, Förderorganisationen*
- *Post-Conference-Touren: Betriebe, Kellereien, Branchenverbände, Förderorganisationen und Tourismusbüros*

Ende November 2018

- *Werbung für den Kongress OIV am Kongress OIV 2018 in Uruguay, Imagefilm*
- *Eröffnung des Anmeldeverfahrens für Kurzpräsentationen*
- *Eröffnung der Einschreibung für Teilnehmer*

Alle Weinbauregionen werden durch ihre Werbestellen oder ihre regionalen Branchenverbände angefragt.

Kontakt

Für alle weiteren Informationen und/oder Anfragen betreffend Partnerschaft:

*Association OIV 2019
c/o Symporg SA
Rue Rousseau 30
1201 Genf
contact@oiv2019.ch oder laetitia@symporg.ch
Tél. 022 839 84 89
www.oiv2019.ch*

* * * * *